ROUGE Espoir

Numéro 98
Supplément n°12

Supplément N°98 - 4 juin 2020 - 2 € - Commission Paritaire : 0211P11165 - 29, avenue du Maquis - 46000 Cahors - lot.pcf.fr - Gérant : Jean-Marc Bouvet

HIER COMME AUJOURD'HUI : RÉSISTANCE !

Le 27 mai 1943, en pleine guerre, huit mouvements, six partis politiques et deux centrales syndicales s'unissaient pour, coordonner la lutte contre l'ennemi et préparer l'avenir en écrivant le programme des Jours Heureux. Cette guerre fut la plus meurtrière du 20e siècle. Entre 50 et 70 millions de personnes ont disparu. Dans les camps de la mort du régime nazi, l'horreur se répand sans limite, au service d'une obsession démente : l'anéantissement des juifs d'Europe.

La haine de l'autre, le refus de la différence nourrissent une bête immonde jamais rassasiée. Parce qu'ils sont juifs, tziganes, communistes, gaullistes, syndicalistes, socialistes, résistants, homosexuels ou handicapés, des hommes, des femmes, des enfants font figure de parasites à éliminer. C'est face à cette idéologie délirante qu'une France résistante va se lever, une France courageuse et déterminée, qui dit « non » à l'envahisseur et « oui » à la Liberté.

Le 18 juin 1940, alors qu'une partie de notre pays est occupée par les Allemands, le Général de Gaulle lance depuis Londres son appel à la Résistance.

La veille, en France, à Draguignan, Charles Tillon, dirigeant du PCF, lançait lui aussi l'appel au « peuple des usines, des champs, des magasins, des bureaux, aux commerçants, artisans, intellectuels, aux soldats, aux marins, aux aviateurs encore sous les armes à s'unir dans l'action ».

Cette armée de l'ombre grandit, composée d'ouvriers, de mineurs, de fonctionnaires, d'enseignants, d'étudiants. Parmi eux, il y avait des combattants d'origine étrangère, recrutés au sein des FTP MOI comme le poète arménien Missak Manouchian. Ils sont prêts à sacrifier leur vie pour leur pays d'accueil, au nom d'un idéal partagé, celui de la liberté et de la République. Avec ses camarades, ils seront fusillés le 21 février 1944. Ils sont l'orgueil de notre peuple qui ne plie pas devant l'abominable.

Deux ans après la première réunion du Conseil National de la Résistance, alors que le pays est encore en ruines, le défi est relevé. Un gouvernement auquel participent des ministres gaullistes, communistes, de la SFIO, fait le choix de mettre en œuvre des avancées majeures, dans le sillage de celles menées quelques années plus tôt par le Front populaire :

- les femmes votent pour la première fois le 29 août 1945,
- la Sécurité sociale est mise en place tout comme notre système de retraite par répartition,
- le gouvernement nationalise les Houillères, Renault, les banques de dépôt et la Banque de France, l'électricité et le rail,
- le droit à l'éducation et à la culture pour tous est instauré.

Un tel programme, mis en place au sortir d'une déflagration aussi traumatisante, fait écho à notre propre défi, à l'heure où notre pays affronte une crise d'une ampleur inédite.

Aujourd'hui comme hier, nous devons tenir bon, être ambitieux pour notre pays, refuser de croire que le chômage et la pauvreté devraient augmenter inexorablement alors que tant de besoins, tant de chantiers, tant d'emplois doivent être créés, pour nos services publics, pour notre système de santé, pour notre industrie, pour protéger la biodiversité et le climat.

Le Parti Communiste Français, qui fête ses 100 ans cette année, veut partager cet idéal de paix, de solidarité et de bonheur qui ne l'a jamais quitté dans son histoire. Hier comme aujourd'hui, nous serons toujours présents pour bâtir, avec d'autres, dans l'union la plus large, une société qui place l'être humain et la planète au cœur de tous ses choix.

Serge Layboros

SOMMAIRE

Page 1 : Hier comme aujourd'hui : Résistance !
Page 2 : Automobile : Sortir la filière des griffes de la finance
Page 3 : Filière automobile en souffrance
Page 4 : Réouverture des écoles : Bilan !
Page 5 : Travaille, consomme et ferme ta gueule !
Page 7 : K.K. Shailaja : Tueuse de Coronavirus
Page 9 : En colère !
Page 10 : Déconfinement du 2 juin, enfin la liberté ? | Point de vue M. Macron
Page 11 : La lutte payante des anciens salariés de Goodyear

AUTOMOBILE :
SORTIR LA FILIÈRE DES GRIFFES DE LA FINANCE

La « commission automobile » du secteur « entreprises » du PCF a rendu publique ses analyses et propositions face à la crise... Extraits

Reconstruire une filière industrielle utile au pays, à l'emploi et à la transition Ecologique...

Un plan de relance de la filière automobile française ne peut se concevoir sans tirer les enseignements des transformations profondes subies par la filière automobile française. Pilotées depuis plus de 3 décennies par la finance, elles ont abouti à l'affaiblissement de centaines d'entreprises (y compris équipementiers et sous-traitants), à la suppression de dizaines de milliers d'emplois, à des délocalisations dramatiques pour l'industrie nationale. Comment ignorer ainsi que depuis 2004, le seul groupe Renault a vu la part française de sa production de véhicules réduite de 54 à 17 % entre 2004 et 2018 ? Comment passer sous silence que les actionnaires de ce groupe ont fait main basse sur 4,8 milliards d'euros de dividendes depuis 2013, quand ceux-ci auraient dû servir l'emploi et les salaires, la recherche, la modernisation des sites et le lancement de projets utiles à toute la société. Comment ignorer que notre pays enregistre à présent un déficit commercial de 15 Milliards d'€ en 2019 pour l'automobile (véhicules + équipements) ?

Pour le PCF, un plan de relance pour la filière automobile doit s'appuyer sur plusieurs principes essentiels :

- Une grande ambition de développement industriel et de reconquête pour répondre aux besoins de mobilité et aux défis climatique et environnemental par la recherche, la formation, l'investissement efficace et l'embauche dans les nouveaux métiers de la construction automobile, nécessaires pour régénérer le tissu économique de l'ensemble de nos territoires, produire et consommer autrement.
- La coopération avec les services publics du transport et de la mobilité, pour définir les besoins et travailler à la complémentarité des modes de transport. L'objectif de limiter le rejet de CO^2 à 59g/km, d'ici 2030, en Europe doit être maintenu. La transition écologique, pour être réussie, impose de s'attaquer aux marges nettes des constructeurs, aux dividendes versés aux actionnaires et aux intérêts exigés par les banques.
- Une maîtrise des choix de localisation et investissements de Renault selon d'autres critères que le taux de profit des actionnaires, c'est à dire une nouvelle efficacité économique, sociale et écologique s'appuyant sur les capacités des salariés du groupe et de l'ensemble de la filière automobile.
- Le besoin de nouvelles coopérations solidaires, y compris avec les PME et le réseau de sous-traitants, dans chaque pays comme à l'échelle de l'Europe et du monde, pour produire des véhicules adaptés au plus près de leur usage et dans des conditions socialement les plus élevées.
- Une mobilisation efficace de l'argent du groupe, de l'argent des banques et de l'argent public au service de ces objectifs. La Banque de France doit déclarer éligible au refinancement par la BCE, au taux actuel de -1 %, les crédits qui contribueront à sécuriser l'emploi et les salaires dans le groupe et chez ses sous-traitants. Les banques doivent être appelées à apporter à ce financement toute la contribution qu'exige leur responsabilité sociale, avec en fer de lance BPI France et la Caisse des dépôts. Un fonds de soutien pour les constructeurs et les équipementiers composé de prêt à taux 0 et de participation dans le capital des entreprises peut par ailleurs être immédiatement créé, mais son usage conditionné au maintien de l'emploi, des salaires et des conditions de travail des salariés, et à des engagements précis et contrôlés de délocalisation des productions.
- la conquête par les citoyennes et les citoyens d'une nouvelle souveraineté sur les choix de production, d'aménagement du territoire et de financement. Les priorités en la matière ne doivent plus être fixées de façon technocratique, sous la pression du capital. Elles doivent être définies démocratiquement. Durablement, cela passe, dans la filière automobile comme ailleurs, par de nouveaux pouvoirs pour les salariés au sein des entreprises et des filières,

avec droit de veto notamment. Ce devrait être par ailleurs l'objet d'une conférence nationale pour l'avenir de l'industrie automobile et des transports, associant tous les acteurs économiques, à commencer par les salariés, leurs représentants, et les élus locaux, départementaux, régionaux et nationaux... ». Très concrètement, une telle politique industrielle doit garantir que la plus grande partie des véhicules des groupes français vendus en France soient produits en France et donc relocaliser sur notre territoire la production de citadines électrique, hybrides et thermiques pour le marché français (la Clio est produite en Turquie, la Dacia en Roumanie, la 208 en Slovaquie). La production de véhicules automobiles est passée sous le seuil des 2 millions en France. Nous proposons l'objectif de produire 3 millions de véhicules d'ici 2 ans. Et pour cela :

- Investir dans la recherche pour produire en France des citadines populaires 100% électrique à moins de 15000 euros.
- Développer les investissements dans la production et le recyclage de véhicules thermiques.
- Créer une filière de production de batteries et une filière hydrogène, avec l'ambition d'augmenter la part de marché des véhicules 100% électrique ou hydrogène en 2030, avec un plan d'implantation de bornes et de sites de recharge.
- Amplifier la recherche, en lien avec le CEA, sur la production de véhicules moins polluants par un consortium réunissant les producteurs français.

Enfin, pour accompagner le renouvellement d'un parc automobile vieillissant, les actuels dispositifs de « primes à l'achat » ne peuvent que répondre temporairement aux besoins de déstockage chez les constructeurs. La question fondamentale demeure celle du pouvoir d'achat des couches populaires et donc celle de l'augmentation sensible des salaires.

Filière Automobile en souffrance (Renault, etc.) !

La filière automobile est en souffrance dans notre pays avec 52 000 emplois supprimés dans l'industrie automobile et le nombre d'emplois induits a baissé de 268 000 sur la même période (chiffres CCFA 2008-2018) sur les dix dernières années.

Avec la fermeture de 4 usines Renault,(4600 emplois en jeu, les externalisations et délocalisations des activités industrielles et d'ingénierie, c'est toute la filière automobile qui est menacée en France !).

Plus de 250 salariés ont débrayé depuis le lundi 25 Mai devant la Fonderie de Bretagne. La fermeture du site a été annoncée dans la presse. C'est la Direction de Renault qui, dès la semaine précédente, a menacé de fermer le site de production industriel de Caudan. La lutte s'est engagée. Les salariés ont bloqué la production. Un CSE se tenait le Mercredi 27 Mai en sous-préfecture, à la demande de la direction qui craignait la réaction légitime des salariés. Dans le Nord, ils étaient environ 8 000 à défiler ce samedi 30 mai dans les rues de Maubeuge, au départ de l'usine MCA.

Il est donc vital pour notre industrie, de combattre la stratégie des donneurs d'ordre, Renault et PSA pour ne pas les citer, qui n'a pour seul axe, le niveau de rentabilité sur le court terme.

Les dirigeants de Renault par exemple, se sont servis des aides publiques pour poursuivre et amplifier les externalisations, les délocalisations de leurs sites de production et d'ingénierie, à l'instar de la Clio 5 totalement délocalisée en Turquie en 2019. Les prêts garantis par l'État à Renault (5 milliards) doivent être assortis aux conditions du maintien et des relocalisations des activités industrielles et d'ingénieries en France en se ressourçant auprès des activités de la filière automobile française.

La France a besoin d'une industrie automobile forte, innovante, capable de satisfaire les besoins de mobilité de tous, tout en répondant aux enjeux sociaux et environnementaux.

William Gout

Réouverture des écoles : un bilan pas aussi positif que veut le faire croire le ministre !

Communiqué de presse de la CGT EDUC'ACTION

Alors que le ministre Blanquer annonce fièrement que plus de 90% des écoles sont ouvertes, la CGT Éduc'cation estime au contraire que la situation n'est pas aussi idyllique. En effet, il omet de préciser que de très nombreux personnels sont retournés travailler sans toutes les garanties sanitaires et pédagogiques pour eux et les élèves. Ces personnels ont ainsi privilégié l'exécution de leurs missions, chose qu'oublie de souligner le ministre.

Le retour des élèves dans les écoles n'est cependant pas aussi massif qu'espéré par le ministre avec à peine un·e élève sur 6 actuellement accueilli·e dans les écoles, avec de grandes disparités territoriales et sociales selon les zones rouges et vertes, mais aussi entre milieux défavorisés et les autres. Beaucoup de familles restent réticentes à l'idée de laisser leurs enfants reprendre pied dans un milieu scolaire considéré encore comme une zone de confinement et anxiogène au regard des obligations sanitaires à suivre. C'est encore plus vrai chez les familles de « décrocheurs », déjà trop souvent éloignées de l'École. C'est donc sans surprise que les objectifs gouvernementaux de « justice sociale » ne sont pas atteints.

Majoritairement, les personnels ont retrouvé élèves et collègues dans les écoles, mais beaucoup sont encore très inquiets à cause des manques partiels de protections (masques, gel). Ils sont aussi fatigués après deux mois de confinement psychologiquement compliqués à affronter. Il faut aussi ajouter une surcharge de travail due à une incessante obligation d'adaptation des pratiques professionnelles afin de mettre en place la « continuité pédagogique » puis garantir des conditions de retour acceptables dans les classes. La CGT Éduc'action note aussi que les collectivités locales, sous pressions, ont très souvent dû rouvrir leurs écoles alors qu'elles ne pouvaient pas le faire correctement dès le 11 mai, faute de ressources humaines et matérielles suffisantes. Les conditions d'accueil ont donc été plus limitées. Dans ces conditions, les équipes pédagogiques se sont débrouillées seules pour organiser au mieux cette réouverture (organisation des espaces, des emplois du temps des collègues et des élèves, temps de récréations et restauration), et ont été amenées parfois à choisir parmi les élèves « prioritaires » et organiser un roulement des jours de présence, ce qui ne relève pas de leur responsabilité. Cette période a été source d'une nouvelle surcharge de travail et de stress.

À l'heure du premier bilan, la CGT Éduc'action estime qu'il reste de très nombreux aspects à surveiller, dénoncer et parfois combattre : la question de l'ingérence accrue des collectivités dans le fonctionnement de l'Éducation nationale, celle de la chaîne de décisions institutionnelle, les pressions hiérarchiques sur les personnels pour la reprise du travail malgré leurs inquiétudes, la question des conditions de travail et la définition du travail en présentiel/distanciel et enfin la préparation du mois de juin et de la rentrée. En effet, pour l'heure, aucune anticipation du retour massif et inéluctable des élèves dans les mois à venir n'est réalisée. C'est inquiétant. À ce sujet, la CGT Éduc'action exige que les personnels, en élémentaire comme en collège ou en lycée, puissent collectivement (en conseil d'école, en CA) organiser les objectifs pédagogiques de cette reprise et choisir librement les notions à privilégier dans les apprentissages d'ici le 4 juillet. Le 3e trimestre doit être neutralisé pour ne pas pénaliser les élèves et l'épreuve orale de français doit être annulée. La CGT Éduc'action exige un collectif budgétaire immédiat pour recruter des personnels et ainsi réduire les effectifs par classe dès la rentrée.

TRAVAILLE, CONSOMME ET FERME TA GUEULE !

Tout a été dit sur la dimension annonciatrice de la crise sanitaire. Le lien entre l'épidémie et les flux économiques mondialisés a été établi. Depuis des années se succèdent les catastrophes naturelles et les canicules. Les glaciers fondent et le désert avance. Le béton remplace les forêts et les terres arables. L'artificialisation des sols menace les zones humides et la biodiversité. Le méthane se libère et la pollution augmente. Les bateaux de frêt naviguent sur des océans de plastique. Plus l'appareil de production capitaliste se développe aux dépends d'un prolétariat captif, plus le vivant est menacé.

L'impératif de croissance économique qui intoxique le monde continuera à tuer dans les décennies à venir, bien plus que le covid. Pour la survie de l'espèce humaine, il faut se défaire de secteurs industriels inutiles et repenser avec les travailleurs qui en dépendent économiquement d'autres alternatives de production circulaire pour répondre localement aux besoins fondamentaux de celles et ceux que la crise sanitaire plonge dans une situation de précarité aggravée.

Mais l'État et les lobbies agro-alimentaires, chimiques et nucléaires qui guident ses orientations opposent un déni autistique, en transgressant au passage toutes les lois environnementales. Et le gouvernement semble bien décidé à faire supporter aux français le coût d'une crise que sa politique productiviste et consumériste a contribué à créer. Pour « relancer l'économie », Muriel Pénicaud a osé appeler les français à « consommer » les 60 milliards d'euros qu'ils auraient économisés pendant la période de confinement.

Comment imaginer que les travailleurs dont les revenus ont été amputés par les mesures de chômage partiel, dont la sécurité de l'emploi n'est pas garantie, dilapideront leurs maigres économies sur injonction ministérielle ? Est-ce si difficile de comprendre que leur préoccupation est d'assurer l'avenir de la jeunesse qui n'en peut plus de grandir dans un monde condamné ?

Exiger des français qu'ils dépensent les quelques 900 euros qu'ils auraient mis de côté est scandaleux quand on sait les milliards qui dorment bien au chaud dans les paradis fiscaux !

Mais quel est ce gouvernement qui décide, sous pression policière, de confiner un pays tout entier, avant de s'ingérer dans son épargne ? Quel est cet État patriarcal qui détermine quand et comment les gens doivent ou non dépenser leur argent ? Quel est ce président qui pour toute intervention dispense des cours magistraux sur la façon de se laver les mains lors d'allocutions télévisées diffusées en prime time ? Un régime qui dicte aux ménages leurs dépenses, qui prive les citoyens de leurs libertés individuelles, qui géolocalise leurs déplacements, qui s'immisce dans leurs vies privées et numérise leurs existences sans contact avec l'Humain n'a plus rien d'une République démocratique et doit être combattu à tout prix.

Lydie Lymer

SI VOUS ÊTES POUR
QU'ON PRÉSERVE
LA BIODIVERSITÉ
PARTOUT
VOUS ÊTES SÛREMENT
COMMUNISTE.
PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

« TUEUSE DE CORONAVIRUS ! »

COMMENT LA MINISTRE DE LA SANTÉ DU KERALA EST DEVENUE UNE ROCK STAR

Par Revue Progressistes

K. K. Shailaja est la Ministre de la santé et de la protection sociale au sein du gouvernement communiste du Kerala. Militante au Parti Communiste d'Inde (Marxiste), elle est saluée par la presse internationale pour son leadership dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 au Kerala. Le très sérieux journal d'information britannique The Guardian a fait un article sur sa victoire contre le COVID-19.

Le 20 janvier, K.K. Shailaja a téléphoné à l'un de ses adjoints médicalement formés. Elle avait lu en ligne qu'un nouveau virus dangereux se propageait en Chine.« Cela nous touchera-t-il ? » elle a demandé. « Certainement, Madame » répondit-il. Et c'est ainsi que la ministre de la Santé de l'État indien du Kerala a commencé les préparatifs.

Quatre mois plus tard, le Kerala n'a signalé que 524 cas de Covid 19, quatre décès et - selon Shailaja - aucune transmission au sein des habitant.e.s de l'Etat. L'État a une population d'environ 35 millions d'habitant.e.s et un PIB par habitant de seulement 2200 £. En revanche, le Royaume-Uni (le double de la population, un PIB par habitant de 33.100 £) a déclaré plus de 40.000 décès, tandis que les États-Unis (10 fois la population, un PIB par habitant de 51.000 £) ont déclaré plus de 82.000 décès; les deux pays ont une transmission communautaire endémique.

Shailaja, ministre de 63 ans est affectueusement nommée par des surnoms comme « Coronavirus Slayer » et « Rockstar HealthMinister ». Ces surnoms reflètent l'admiration généralisée qu'elle a suscitée pour avoir démontré qu'une maîtrise efficace des maladies est possible non seulement dans une démocratie, mais dans une démocratie pauvre.

Comment tout s'est déroulé ? Trois jours après avoir lu des informations sur le nouveau virus en Chine et avant que le Kerala n'ait son premier cas de Covid 19, Shailaja a tenu la première réunion de son équipe d'intervention rapide. Le lendemain, 24 janvier, l'équipe a mis en place une salle de contrôle et a demandé aux médecins des 14 districts du Kerala de faire de même à leur niveau. Au moment de l'arrivée du premier cas, le 27 janvier, via un avion en provenance de Wuhan, l'État avait déjà adopté le protocole de l'Organisation mondiale de la santé sur les tests, la localisation, l'isolement et le soutien.

Alors que les passagers quittaient le vol chinois, ils ont fait vérifier leur température. Trois d'entre eux qui souffraient de fièvre ont été isolés dans un hôpital voisin. Les autres passagers ont été placés en quarantaine à domicile - avec des brochures d'information sur Covid 19 qui avaient déjà été imprimées dans la langue locale, le malayalam. Les patients hospitalisés ont été testés positifs pour Covid 19, mais la maladie était contenue. « La première partie a été une victoire », explique Shailaja. « Mais le virus a continué de se propager au-delà de la Chine et bientôt il était partout. »

Fin février, rencontrant l'une des équipes de surveillance de Shailaja à l'aéroport, une famille malaisienne de retour de Venise a évité les contrôles et est rentrée chez elle sans se soumettre aux tests désormais standard. Au moment où le personnel médical a détecté un cas de Covid 19 et l'a retracé, des centaines de personnes étaient suspectes. Les traceurs de contacts les ont tous localisés, à l'aide de publicités et de médias sociaux, et ils ont été placés en quarantaine. Six ont développé Covid 19.

Un autre groupe avait été confiné, un grand nombre de travailleurs à l'étranger rentraient chez eux au Kerala en

provenance des États du Golfe, certains portaient le virus. Le 23 mars, tous les vols à destination des quatre aéroports internationaux de l'État ont été arrêtés. Deux jours plus tard, l'Inde est entrée dans un lock-out national.

Au plus fort de l'épidémie au Kerala, 170 000 personnes ont été mises en quarantaine et placées sous surveillance stricte par des agents de santé, et ceux qui n'avaient pas de lieux pour s'isoler à l'intérieur de leurs habitations étaient logés dans des unités d'isolement improvisées aux frais du gouvernement de l'État. Ce nombre est tombé à 21 000. « Nous avons également hébergé et nourri 150 000 travailleurs migrants des États voisins qui étaient coincés ici par le verrouillage », dit-elle. « Nous les avons nourris correctement - trois repas par jour pendant six semaines ». Ces travailleurs sont maintenant renvoyés chez eux dans des trains nettoyés.

Shailaja était déjà une célébrité en Inde avant Covid 19. L'année dernière, un film intitulé Virus a été produit, inspiré par sa gestion d'une épidémie d'une maladie virale encore plus mortelle, le Nipah, en 2018 (elle a trouvé le personnage qui la jouait un peu trop inquiet ; en réalité, elle a dit, elle ne pouvait pas se permettre de montrer sa peur.) Elle a été félicitée non seulement pour sa réponse proactive, mais aussi pour avoir visité le village au centre de l'épidémie.

Les villageois étaient terrifiés et prêts à fuir, car ils ne comprenaient pas comment la maladie se propageait. « Je me suis précipitée là-bas avec mes médecins, nous avons organisé une réunion au bureau du panchâyat [conseil de village] et j'ai expliqué qu'il n'était pas nécessaire de partir, car le virus ne pouvait se propager que par contact direct », dit-elle. « Si vous gardiez au moins un mètre d'une personne qui tousse, il ne pourrait pas voyager. Lorsque nous avons expliqué cela, ils sont devenus calmes - et sont restés ».

Le Nipah a préparé Shailaja pour Covid 19, dit-elle, car cela lui a appris qu'une maladie hautement contagieuse pour laquelle il n'existe aucun traitement ou vaccin doit être prise au sérieux. D'une certaine manière, cependant, elle s'était préparée à cela toute sa vie.

Le Parti Communiste d'Inde (Marxiste), dont elle est membre, occupe une place importante dans les gouvernements du Kerala depuis 1957, l'année qui suit sa naissance. (Il faisait partie du Parti Communiste d'Inde jusqu'en 1964, date à laquelle il s'est séparé.) Née dans une famille de militant.e.s et de combattant.e.s de la liberté sa grand-mère a fait campagne contre l'intouchabilité, elle a vu le « modèle du Kerala » être construit du bas vers le haut.

Les fondements de ce modèle sont la réforme agraire - promulguée par une législation qui plafonne la quantité de terres qu'une famille peut posséder et l'augmentation de la propriété foncière chez les fermiers - un système de santé publique décentralisé et des investissements dans l'éducation publique. Chaque village a un centre de santé primaire et il y a des hôpitaux à chaque niveau de son administration, ainsi que 10 facultés de médecine.

Cela est également vrai pour d'autres États, déclare le député Cariappa, un expert en santé publique basé à Pune, dans l'État du Mahārāshtra, mais nulle part ailleurs les gens ne sont aussi investis dans leur système de santé primaire. Le Kerala jouit de l'espérance de vie la plus élevée et de la mortalité infantile la plus faible de tous les États de l'Inde; c'est aussi l'état le plus alphabétisé. « Avec un accès généralisé à l'éducation, il est certain que la santé est importante pour le bien-être des gens », explique Cariappa.

Shailaja dit : « J'ai entendu parler de ces luttes - le mouvement agricole et la lutte pour la liberté - par ma grand-mère. C'était une très bonne conteuse ». Bien que les mesures d'urgence telles que le lock-out soient l'apanage du gouvernement national, chaque État indien définit sa propre politique de santé. Si le modèle du Kerala n'avait pas été mis en place, insiste-t-elle, la réponse de son gouvernement au Covid 19 n'aurait pas été possible.

Cela dit, les centres de santé primaires de l'État ont commencé à montrer des signes d'âge. Lorsque le parti de Shailaja est arrivé au pouvoir en 2016, il a entrepris un programme de modernisation. Une innovation pré-pandémique a été de créer des cliniques et un registre des maladies respiratoires - un gros problème en Inde. « Cela signifiait que nous pouvions repérer la contamination au Covid 19 et veiller à la transmission communautaire », explique Shailaja. « Cela nous a beaucoup aidés ».

Lorsque l'épidémie a commencé, chaque district a été invité à consacrer deux hôpitaux au Covid 19, tandis que chaque faculté de médecine a réservé 500 lits. Des entrées et sorties distinctes ont été désignées. Les tests diagnostiques étaient rares, en particulier après que la maladie ait atteint les pays occidentaux plus riches, ils étaient donc réservés aux patients présentant des symptômes et à leurs contacts étroits, ainsi qu'à un échantillonnage aléatoire des personnes asymptomatiques et des groupes les plus exposés: agents de santé, police et bénévoles.

Shailaja dit qu'un test au Kerala produit un résultat dans les 48 heures. « Dans le Golfe, comme aux États-Unis et au Royaume-Uni - tous des pays technologiquement aptes - ils doivent attendre sept jours », dit-elle. « Que se passe-t-il là-bas ? » Elle ne veut pas juger, dit-elle, mais elle est mystifiée par les nombreux décès dans ces pays: « Je pense que les tests sont très importants - également la mise en quarantaine et la surveillance hospitalière - et les gens de ces pays ne reçoivent pas cela ». Elle le sait, car les Malayâlis vivant dans ces pays lui ont téléphoné pour le dire.

Les lieux de culte ont été fermés en vertu des règles de verrouillage, ce qui a provoqué des manifestations dans certains États indiens, mais la résistance a été notablement absente au Kerala - peut-être en partie parce que son ministre en chef, Pinarayi Vijayan, a consulté les chefs religieux locaux au sujet des fermetures. Shailaja dit que le niveau d'alphabétisation élevé du Kerala est un autre facteur : « Les gens comprennent pourquoi ils doivent rester à la maison. Vous pouvez leur expliquer ».

Le gouvernement indien prévoit de lever le verrouillage le 17 mai (la date a été reportée deux fois). Après cela, prédit elle, il y aura un énorme afflux de Malayâlis vers le Kerala en provenance de la

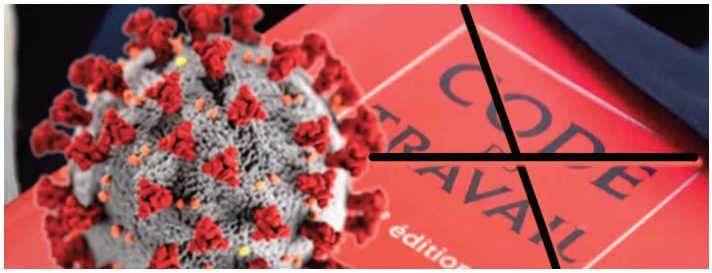
région du Golfe fortement infectée. « Ce sera un grand défi, mais nous nous y préparons », dit-elle. Il existe des plans A, B et C, avec le plan C - le pire des cas - cela implique la réquisition d'hôtels, auberges et centres de conférence pour fournir 165 000 lits. S'ils ont besoin de plus de 5 000 ventilateurs, ils auront du mal - bien que d'autres soient en commande - mais le véritable facteur limitant sera la main-d'œuvre, en particulier en ce qui concerne la recherche des contacts. « Nous formons des enseignants », explique Shailaja.
Une fois la deuxième vague passée - s'il y a effectivement une deuxième vague - ces enseignants retourneront à l'école. Elle espère faire de même à terme, car son mandat ministériel se terminera avec les élections nationales dans un an. Comme elle ne pense pas que la menace du Covid 19 se calmera de sitôt, quel secret voudrait-elle transmettre à son successeur ? Elle rit de son rire contagieux, car le secret n'est pas un secret : « Une bonne planification ».

Traduction par Nicolas Maury
Article original par The Guardian

Jean-Marc BOUVET

En colère !

Ce matin, de très mauvaise humeur ! En arrivant au bureau, se trouve dans ma messagerie professionnelle un message relatif à l'ordonnance du 15 avril 2020. Vous allez me dire, c'est quoi ce truc ? Et bien, c'est simple ! C'est le dispositif mis en place par le gouvernement pour voler jusqu'à 10 jours de congés aux fonctionnaires pour cause de confinement. J'explique en deux mots. Pour celles et ceux qui sont restés confinés de mi-mars à fin mai, le prélèvement de 10 jours de congés se fera d'office, sans que quiconque n'ait son mot à dire. Je trouve cette démarche profondément injuste. Elle donne le sentiment que le confinement n'était rien d'autre que des vacances forcées. Et que l'enfermement, c'était de la villégiature. C'est franchement aller un peu vite en besogne. Nul n'a demandé à être confiné, il a été contraint de l'être. Nul n'a pu naviguer à sa guise car il était soumis à l'absolue nécessité de ne pas s'éloigner de plus d'un kilomètre de son domicile. Je ne dis pas que c'était le bagne mais ce n'était pas du repos estival. La plage était inaccessible et pas seulement pour des raisons météo. La vie culturelle était au point mort. Les compétitions sportives totalement à l'arrêt. Bref, pas moyen de se distraire... Alors pourquoi le gouvernement punit-il les fonctionnaires, même si on sait qu'il ne les aime guère. Il est paradoxal d'encourager les citoyens à partir en vacances cet été et de spolier de 10 jours de congés une catégorie de travailleurs. En 1936, le Front Populaire invente les congés payés. En 2020, Macron les vole aux travailleurs. Bosser plus (jusqu'à 60 heures par semaine) gagner moins (avec le chômage partiel) et maintenant voyager moins. Cette mesure est inique et parfaitement contre-productive. Les congés sont un droit chèrement acquis. Il a fallu attendre 1981 pour arracher la 5e semaine de repos. Macron et Philippe n'en ont que faire mais ils s'exposent ainsi à l'effet boomerang. A commencer par le 1er ministre qui pourrait avoir très chaud aux fesses pour le 2e tour des municipales au Havre face à notre camarade député !



Serge Laybros

Déconfinement du 2 juin, enfin la liberté ?

Jeudi 28 mai, Edouard PHILIPPE a annoncé les mesures pour la 2e phase du déconfinement. Le pays était coupé en 2 zones (verte et rouge). La zone rouge était située pour la France métropolitaine dans les régions Ile de France, Haut de France et Grand Est auxquelles il convient de rajouter Mayotte.
Une nouvelle carte a été présentée toujours en 2 zones. La couleur rouge a été remplacée par l'orange, cette couleur ne concerne que la région Ile de France et les départements d'outre mer Mayotte et la Guyanne.

EDUCATION NATIONALE

Toutes les écoles maternelles et primaires rouvrent progressivement dans le respect du protocole sanitaire. Elles assurent un accueil systématique des élèves, au moins une partie de la semaine. Les Collèges en zone verte peuvent accueillir les élèves de la 6e à la 3e. Ceux en zone orange rouvrent progressivement les classes de 6e et 5e.

Dans les Lycées en zone verte :

- ouverture de tous les lycées généraux, technologiques et professionnels ;
- accueil de tous les élèves sur au moins un niveau ;
- accueil de tous les élèves pour des entretiens pédagogiques individuels.

Dans les Lycées en Zone orange :

- ouverture des lycées professionnels pour assurer les certifications et pour au minimum un entretien pédagogique individuel ;

L'épreuve orale du baccalauréat de français est annulée, elle sera validée par le contrôle continu.

VACANCES, LOISIRS, BAR et RESTAURANT

Les cafés, bars, restaurants pourront ouvrir dès le 2 juin en zone verte et en zone orange.
Les Hébergements touristiques (villages vacances, maisons familiales de vacances, auberges collectives et campings) pourront ouvrir le 2 juin en zone verte et le 22 juin en zone orange. Les colonies de vacances rouvriront le 22 juin.
Et ouverture sur tout le territoire et dans le respect des règles sanitaires spécifiques :

- des parcs et des jardins le 30 mai ;
- des plages, lacs et plans d'eau le 2 juin ;
- de tous les musées et monuments le 2 juin ;
- de tous les cinémas le 22 juin.

Les piscines, gymnases et salles de sport, parcs de loisirs, salles de spectacles et théâtres rouvriront :

- Zone verte : le 2 juin.
- Zone orange : le 22 juin.

DEPLACEMENTS

Il est mis fin à l'interdiction de déplacement de plus de 100 km. Les déplacements entre métropole et Outre-mer restent soumis aux motifs impérieux d'ordre sanitaire, familial ou professionnel, avec des mesures spécifiques pour Mayotte et la Guyane.
Dans l'Union européenne, les restrictions aux frontières intérieures sont maintenues jusqu'au 15 juin. Une coordination européenne sera mise en place à compter de cette date pour rouvrir les frontières intérieures.
Hors Union européenne, les frontières extérieures restent fermées. Une coordination européenne sera mise en place à compter du 15 juin pour adopter une position commune.

TRAVAIL

Le gouvernement souhaite toujours le télétravail soit privilégié.

GESTE BARRIERES

Mais il ne faut pas oublier que ce déconfiment se fait dans Le respect des gestes barrière et de la distanciation physique.
La limitation des regroupements à 10 personnes dans l'espace public est maintenue. Ce qui va compliquer l'organisation de la campagne pour les élections municipales du 28 juin.
Pour conclure, le 11 mai, nous avions un allégement du confinement. Maintenant nous avons un début du déconfinement mais ce n'est pas encore le retour total de notre liberté.

Jean-Christophe Vialaret

Point de Vue M. Macron

Encore une promesse, qui pourrait ne pas être tenue ?

Samedi 30 mai, Emmanuel Macron a réclamé au PDG de Renault que « l'ensemble des salariés des sites de Maubeuge et de Douai, puissent avoir toutes les garanties sur leur avenir au sein du groupe. Il annonce des négociations en ce sens dès lundi 1er juin avec la direction de Renault, les syndicats et les élus locaux, et il conditionne le prêt de 5 milliards garanti par l'État à leur issue ».
Seulement voilà qu'au JT du même samedi soir (France 2), des images impressionnantes de la manifestation ayant rassemblé plus de 8000 personnes dans les rues de Maubeuge, qui ne voulant pas mourir du virus, mais pas non plus d'une mort à petit feu, victimes de chômage.
A contrario, des déclarations de parfums sentant des odeurs de «fausse vérité». Celle de Bruno Le Maire :«on va regarder comment, entre Douai, Maubeuge et la région du Nord, on peut faire un grand pôle d'excellence du véhicule électrique dans les années qui viennent où chacun doit y trouver son compte !...» ce qui explique (relisez bien !!!) très savamment que les usines ne fermeraient peut-être pas, mais auraient beaucoup moins de salariés … (donc licenciements) et puis la courte déclaration du PDG lui-même «je n'ai aucune intention de fermer l'usine (en parlant de Maubeuge)» Alors qu'en vérité, on sait que c'est l'inverse qui se produit !!! et Quid de celle de Douai ? Dans le même temps, Renault annonce son plan d'économies de 2 milliards d'euros avec 15000 suppressions de postes dans le monde dont 4600 en France !!! Les contradictions se multiplient.
Alors Mr le Président, bras de fer ou pas ? Il faut s'attendre de toute façon à ce que le pavé de la rue soit de nouveau occupé bientôt, parce que l'après ne pourra pas être de la même couleur que l'avant, et que les 5 milliards seront de toute façon versés ! à moins Mr le Président que vous soyez décidé à ne pas céder et à changer de politique (uniquement pour vous redorez un blason pour 2022 !) mais il n'y a que «les cons qui ne changent pas d'avis» .

« Le groupe Renault dégraisse et fermera plusieurs sites en France, voilà la vérité ! »
Fabien Roussel, Secrétaire National du PCF

Jean-Pierre Renaud

LA LUTTE PAYANTE DES ANCIENS SALARIÉS DE GOODYEAR

Victoire des ex-salariés de Goodyear : « Ça a été long, fastidieux, violent mais la lutte paye ! ». C'est un jugement qu'ils espéraient depuis longtemps. Six ans après la fermeture de leur usine, les 832 salariés du site Goodyear d'Amiens Nord qui contestaient leur licenciement économique en justice ont obtenu gain de cause.

Jeudi 28 mai, le tribunal des prud'hommes d'Amiens a condamné le géant du pneumatique pour « licenciement sans motif économique valide ».

« C'est le couronnement d'années de lutte acharnée des salariés de ce site, qui avaient décidé de ne pas se laisser faire, souligne leur avocat Me Fiodor Rilov. Le juge reconnaît qu'ils avaient raison, qu'il n'y avait pas de justification économique aux licenciements et à la destruction des emplois. Et que Goodyear ne l'a fait que pour accroître ses bénéfices et les dividendes versés aux actionnaires, alors même qu'ils réalisaient, cette année-là, 1,7 milliard de dollars [1,5 milliard d'euros] de résultat ! »

« C'est un signal fort envoyé ».

Répétant la défense soutenue à l'audience selon laquelle « cette fermeture était nécessaire pour sauvegarder la compétitivité de l'entreprise », Goodyear France a réagi par un court communiqué indiquant « examiner ces décisions avant de décider de faire appel ». Même si c'est le cas, « ils devront d'abord payer les indemnités » indique Maître Rilov, la condamnation étant assortie d'une exécution provisoire.

« On est très heureux. Ça a été long, fastidieux, violent, mais la lutte paye !, se réjouit Mickaël Wamen, ex-délégué CGT du site, qui aimerait que cette victoire inspire d'autres salariés. Plein d'entreprises vont utiliser l'excuse fallacieuse du
Covid-19, pour lancer des plans sociaux prévus depuis longtemps, il faut se battre ! »

« C'est un signal fort envoyé alors que nous allons assister à une avalanche de licenciements, renchérit Fiodor Rilov. Si les politiques ont renoncé, les juges font la démonstration qu'il est possible de faire quelque chose face aux multinationales,
en osant appliquer la loi. »

« J'aurais préféré garder mon boulot »

Cette victoire a pourtant un goût amer. « Goodyear ne rouvrira pas pour autant ce site industriel. 1143 emplois ont été supprimés », souligne Mickaël Wamen.

« Ce jugement nous rend notre dignité. Mais il ne rétablira pas les drames sociaux et familiaux », a regretté l'ex-déléguée CGT Evelyne Becker.

Nombre d'ex-salariés du site n'ont, depuis six ans, jamais retrouvé de CDI. Comme Emile, 56 ans, qui n'a travaillé qu'en intérim. « J'ai accepté des places horribles, comme vider des cuves de purin... » En ce moment, il est au chômage.

« Alors le jugement m'a fait chaud au cœur. Les indemnités vont me mettre un peu mieux ».

Rien que de l'intérim aussi pour Denis, 49 ans : « C'est bien cette victoire, mais j'aurais préféré garder mon boulot. » Pour lui, leur bras de fer avec Goodyear, commencé dès 2007 contre un passage aux 4 x 8, et qui a vu jusqu'à la séquestration de deux membres de la direction, a marqué leur CV au fer rouge. « Un jour, un employeur m'a convoqué dans son bureau et m'a lancé : "C'était juste pour voir ta sale gueule de Goodyear", se souvient-il.

Ce jugement, c'est quand même une petite revanche par rapport à tout ce préjudice qu'on subit les salariés grâce à leur lutte. Ils ont eu la fierté d'avoir eu raison de se battre pour leur emploi.

William Gout

“Tous ensemble, unis, pour les entreprises touristiques, les commerces de proximité, l’artisanat : près de 80 millions d’euros pour l’emploi.

Carole Delga
Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée”

L’OCCAL : UN FONDS UNIQUE EN FRANCE POUR LES PETITES ENTREPRISES

Aides à la reprise d’activité, soutien à la trésorerie, investissements sanitaires… En partenariat avec la Banque des Territoires, 12 Départements et 145 Intercommunalités de la région, l’Occitanie se rassemble pour soutenir fortement les entreprises et leurs salariés afin de garantir la relance et l’emploi. Ces aides sont rétroactives à partir du 14 mars.

Dans le Lot, avec le soutien du Conseil Départemental et des Intercommunalités suivantes : la Communauté d’agglomération du Grand Cahors, les Communautés de Communes Causses et Vallée de la Dordogne, du Causse de Labastide-Murat, Cazals-Salviac, du Grand-Figeac, du Pays de Lalbenque-Limogne, du Quercy Blanc, Quercy-Bouriane, de la Vallée du Lot et du Vignoble.

Dès le 4 juin, votre dossier accessible sur ***hubentreprendre.laregion.fr***

N° d’appel unique et gratuit dédié aux entreprises **0800 31 31 01**

laregion.fr

BANQUE des TERRITOIRES
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

L’OCCITANIE,
LA RÉGION DES SOLUTIONS

La Région